

L'unité syndicale n'est pas une fin en soi

Dans la crise présente du mouvement ouvrier français, le problème de l'unité syndicale prend et prendra une importance certaine. Les communistes, révolutionnaires, se doivent d'apporter une réponse sur ce sujet rendu extrêmement complexe par les causes et les résultats de la défaite ouvrière. L'article ici présenté ne répond qu'à un des aspects de la question. Il reste à aborder les relations entre le parti

révolutionnaire et les syndicats, la politique que, partant de là et de la situation concrète, devrait suivre une direction révolutionnaire, enfin l'attitude que doivent avoir les marxistes révolutionnaires actuellement.

Nous invitons dès maintenant nos lecteurs à apporter leur point de vue, à exposer les difficultés concrètes qui se posent à eux.

I. — L'UNITE SYNDICALE ET LES SYNDICALISTES « PURS »

Un camarade militant de la C.G.T. nous fait part des discussions qui se déroulent dans son syndicat autour de l'appel pour un mouvement syndical uni et démocratique.

Il est bien sûr, très désireux, comme tout révolutionnaire, de voir la classe ouvrière défendre ses conditions de vie contre la bourgeoisie et préparer par là même de nouvelles offensives du prolétariat. L'unité syndicale momentanée — d'action — ou organique peut bien évidemment contribuer à la réanimation du prolétariat. Encore faut-il qu'elle ne se fasse pas sur la pratique des syndicats les plus liés au régime bourgeois, qu'elle s'accomplisse pour la lutte et non pour les tractations dans les bureaux patronaux et ministériels.

Or il faut bien dire que certains qui bavardent sur l'unité tendent à orienter les syndicats dans ce sens. Qu'ils le fassent sciemment ou non est de peu d'intérêt ici.

Tout se passe pour les signataires des appels du mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique, Lapeyre, Forestier, Pastre (1), etc., comme si le mal dont souffraient les syndicats en France était l'influence prédominante des directions des partis ouvriers et plus précisément du P.C.F. dans les syndicats.

Jamais il n'est fait allusion à une quelconque critique de la politique passée ou présente des directions syndicales, jamais il n'est fait allusion à un quelconque programme de luttes. Or, les échecs successifs partiels qui ont permis la défaite, ne seraient-ils dûs qu'à la direction de la C.G.T. par le P.C.F. et non au fait que le programme revendicatif que la direction C.G.T. mettait en avant était étroitement lié à l'absence de perspectives révolutionnaires du P.C.F.? Et l'unité pourrait-elle donc se faire sans un accord sur la tactique de lutte des syndicats contre la bourgeoisie, contre son Etat fort? En fait, leur critique est réactionnaire, elle est dirigée non pas contre une pseudo-politique révolutionnaire, mais contre l'existence même d'un parti révolutionnaire et son intervention dans les luttes immédiates de la classe.

En réalité sous le masque du syndicalisme « pur », ils cachent une conception purement réformiste du mouvement ouvrier. Car les désaccords possibles entre un Parti occupé essentiellement à promouvoir des réformes au Parlement et un syndicat tentant d'obtenir des améliorations dans chaque usine ou corporation, sont en réalité minimes; les tâches sont partagées. Mais dès lors qu'un parti ouvrier révolutionnaire montre les limites de l'action syndicale en même temps que sa nécessité, et prétend diriger les luttes lorsqu'elles sortent directement du cadre corporatif (et s'évertuant à ce qu'il en soit ainsi), voilà qu'apparaissent les syndicalistes « purs ».

Bien sûr les problèmes ne sont pas aussi simples; le caractère contre-révolutionnaire de la politique de la direction du P.C.F. rend possible une telle opération et lui donne d'apparentes justifications.

II. — L'UNITE SYNDICALE ET LA DIRECTION THOREZIEENNE

Ce problème de l'unité est très désagréable pour la direction de la C.G.T., et finalement celle du P.C.F. En effet depuis des années, des décades, la politique des directions C.G.T. et P.C.F. ne tend pas à une solution révolutionnaire. Sur le plan syndical leur tactique ne fut pas de tendre à la généralisation des mouvements ni à poser à partir des luttes économiques le problème du pouvoir. Elle est de faire pression sur la bourgeoisie française, pour une politique de rupture des pactes impérialistes. Elle repose sur la conception utopique et dangereuse d'une victoire du socialisme due aux progrès économiques de l'U.R.S.S. et des Etats ouvriers, et la disparition pacifique d'un capitalisme dépassé. Encore que le soi-disant socialisme de Thorez, Khrouchtchev et Kadar n'ait rien d'idyllique, cela les conduit à une position conservatrice dans le mouvement ouvrier français. Cela les mène à refuser toute démocratie dans le mouvement syndical dès

lors qu'ils n'ont qu'à y perdre, car le risque pour eux est de voir surgir des aspirations révolutionnaires actuellement contrôlées et comprimées.

Et leur intervention dans le mouvement syndical ne tend plus qu'à diriger celui-ci en fonction d'intérêts immédiats de la bureaucratie soviétique.

De là l'attitude fautive de la direction de la C.G.T. D'une part due à l'absence de perspectives révolutionnaires, d'un programme de revendications, et d'une tactique de luttes, qui en découlent. Et dès lors une méthode de direction des syndicats, caractérisée par l'absence de démocratie, dans la détermination des objectifs généraux et les moyens de les atteindre, comme dans la désignation des dirigeants syndicaux.

C'est pourquoi les dirigeants C.G.T. se gardent bien d'une politique véritablement unitaire. Ils multiplient les appels, répondent aux conditions impératives des signataires de l'appel pour un mouvement syndical uni et démocratique, de façon évasive et dilatoire. Mais ils ne pratiquent pas une politique d'unité qui exigerait un programme revendicatif, des discussions inter-syndicales larges à tous les échelons, une campagne systématique (1).

Tout cela pourrait donc conduire, d'autant que des courants unitaires se font jour dans la C.G.T., à une politique d'opposition syndicale. Mais il est indispensable de voir quelles limites peuvent avoir les prises de positions unitaires dans la C.G.T. et quel est l'objectif principal.

III. — L'UNITE SYNDICALE ET LA CONSTRUCTION DE LA DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

Le fond sur lequel naissent de nouveaux courants unitaires dans la C.G.T. est celui de la défaite du mouvement ouvrier. Dans une certaine mesure, ils répondent à un recul vers des positions réformistes. En effet ils reposent plus ou moins sur le constat correct de la faillite des directions des partis ouvriers traditionnels et le report des espérances sur un syndicalisme unifié qui, s'il ne peut modifier les conditions de vie des travailleurs, sera en tout cas mieux placé pour les défendre. Ce qui n'est pas vrai dans tous les cas.

Mais pour nous la question centrale de la crise du mouvement ouvrier français est, répétons-le encore, la construction d'une direction révolutionnaire. Dans une période de montée ouvrière, de lutte, l'unité syndicale pratiquement, quelles qu'en soient les conditions, serait un ferment nouveau à la maturation politique, au premier plan au sein du P.C.F.

Actuellement le problème de l'unité peut être également un facteur de maturation politique de la crise, mais dans la mesure où il permet à des militants du P.C.F. de comprendre que la clé de l'unité est aussi l'existence d'une perspective révolutionnaire et l'attitude correcte qui en découle dans les syndicats. Par là ils peuvent être conduits, par leur propre expérience, à comprendre la divergence qui existe de fait entre leurs aspirations révolutionnaires et la politique de la direction du P.C.F.

Les marxistes-révolutionnaires doivent donc tenir le plus grand compte des aspirations unitaires, savoir combattre les aspects négatifs possibles et surtout trouver les moyens de donner une issue positive à ces aspirations en les faisant contribuer à la maturation politique des militants d'avant-garde. Cela est possible, encore faut-il envisager quelle devrait être la politique d'un parti révolutionnaire dans les syndicats en matière générale et plus spécialement dans la situation présente. De là et d'un examen concret du milieu de travail de chacun, peut découler la détermination du comportement de chaque militant. Nous reverrons les problèmes évoqués plus haut, nos cellules envisageront comment nos militants doivent agir. C'est là entre parenthèse une des raisons d'être, irremplaçable, de notre Parti. Pour l'instant, une seule conclusion peut être dégagée de ce premier examen du problème de l'unité: les marxistes-révolutionnaires dans leurs usines, leurs syndicats se doivent de rester liés à l'avant-garde large du prolétariat, aux militants ouvriers du P.C.F., ce n'est qu'à partir de cette préoccupation que peuvent être abordés les problèmes de l'Unité syndicale.

Lucien COLLONGES.

(1) Nous reviendrons sur ce sujet, rappelons-le.